



Monsieur le Président,

Les sections CFDT et CGT des Finances publiques du Jura ont décidé d'unir leur voix aujourd'hui pour dénoncer la dégradation de la qualité du dialogue social dans le département du Jura :

Depuis presque une année, le dialogue social est vidé de son sens. Déjà amoindri par des instances sans pouvoir décisionnel, les organisations syndicales ne sont plus systématiquement consultées sur les sujets qui touchent les agents, mais, très souvent, uniquement informées « après ».

Nous l'avons été :

- Après la décision du transfert d'une partie de l'activité du service des amendes vers le centre de contact des amendes d'Epinal ;
- Après l'envoi d'un questionnaire dans le cadre du plan de mobilité employeur ;
- Après avoir contacté divers services dans le cadre du test de la semaine en 4 jours ;
- Après avoir décidé de proposer à la direction générale, le service de Poligny comme expérimentateur de la semaine en 4 jours.

Les sections CGT et CFDT sont lassées d'être méprisées :

- D'entendre que la faute revient à la Direction Générale qui impose un rythme trop rapide aux directions locales. **Ne vous cachez pas à nouveau derrière cet argument. Nous ne l'acceptons plus.**
- Pour la mise en place de la semaine en 4 jours : tant la note du Ministère de la Transformation et de la Fonction Publique du 22/03/2024 sur l'expérimentation de la semaine en 4 jours dans la Fonction Publique, que la note de service DGFIP du 02/04/2024, (2024/03/3758) de la Sous-Direction du Dialogue Social, ayant pour objet les modalités de mise en œuvre de cette semaine en 4 jours à la DGFIP à compter du 01/09/2024, prévoient des échanges continus « avec les représentants du personnel sur l'ensemble des phases d'expérimentation: choix du service, calendrier » ou encore un « dialogue social constant et approfondi ».

Les sections CFDT et CGT entendent jouer leur rôle démocratique de représentants du personnel et de représentants syndicaux et trouver un véritable dialogue social au sein du département.

A savoir, débattre, voter, et être entendus sur les sujets essentiels qui touchent les agents.

Ignorer les corps intermédiaires pour ne faire que de l'information a posteriori, c'est aussi stérile que méprisant.
C'est un déni de démocratie sociale.

Nous vous le demandons solennellement, en pesant le poids de nos mots, si vous nous ignorez une nouvelle fois, si vous ne respectez pas la représentation du personnel, les sections CGT et CFDT boycotteront alors l'ensemble des instances paritaires.